

[LQ] 30.04.08



COMMENTAIRE

Pierre-André Chapatte

LA CRISE ALIMENTAIRE

Retour du balancier et revanche de l'agriculture

En l'an 2000, l'ONU se fixait comme objectif une diminution de moitié du nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde à l'horizon 2010. Nous y sommes presque et la situation alimentaire du monde prend la direction inverse: au lieu de diminuer, la famine progresse dans le monde. Et de manière si brutale que la communauté internationale s'alarme, lance des appels à l'aide d'urgence pour stopper les émeutes de la faim et s'interroge sur ce qu'il convient de changer pour assurer ce droit fondamental de l'homme, manger à sa faim.

Cruel et brutal réveil. Le monde n'a pas le temps de se remettre de la crise financière qui fait s'évaporer en fumée des milliards dans les caisses des établissements réputés les plus solides du système économique, les banques, voici qu'une nouvelle crise prend la planète à la gorge, la pénurie alimentaire. Les prix agricoles s'envolent. Cent millions de personnes dans les régions les plus pauvres n'arrivent plus à trouver de quoi manger. Des pays exportateurs ferment leurs frontières pour assurer leurs propres besoins alimentaires, accroissant du coup la pénurie et la hausse des prix. Les spéculateurs se détournent des fonds de l'immobilier pour jouer sur les matières premières, céréales comprises. Les dérèglements climatiques réduisent les stocks alors que les besoins alimentaires grandissent dans les pays les plus peuplés, l'Inde et la Chine. Ajoutez au tableau la flambée des prix du pétrole qui pousse au développement des biocarburants au détriment des cultures vivrières, et vous vous retrouvez, désarmé, face à un monde qui a perdu la boule.

Ces crises en cascade, que ce soit celles du réchauffement climatique, des marchés financiers ou de l'alimentation, montrent toutes à quels dérèglements conduisent les systèmes d'organisation de la société

quand ils sont poussés à l'excès. Trop de consommation d'énergie trop bon marché a dérégulé le climat. Trop de recherche de gain maximum a poussé les banques à prendre des risques inconsidérés. Trop de politiques agraires dictées par les impératifs des marchés d'exportation a conduit à faire oublier que la mission première de l'agriculture n'était pas de produire pour l'exportation (dans le Sud) ou d'entretenir le paysage (dans le Nord), mais d'assurer la nourriture à la population.

Retour du balancier et revanche de l'agriculture qui revient au centre des préoccupations et des conflits aussi. Car si l'enjeu agricole n'est pas contesté, les solutions pour y répondre ne font pas l'unanimité. Faut-il libéraliser davantage l'agriculture ou au contraire la protéger mieux? Ouvrir toutes grandes les frontières serait exposer les paysans du Nord à la concurrence des produits meilleur marché du Sud, mais à l'inverse aussi, fragiliser les paysans du Sud face à l'imposante productivité de l'agriculture du Nord. Fermer les frontières aux échanges agricoles serait retomber dans un protectionnisme coûteux au Nord et priver le Sud de perspectives d'échanges indispensables à son développement.

Les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sont au cœur de ce débat. La sagesse voudrait que le monde parvienne à s'entendre sur une voie médiane. A savoir la nécessité pour chaque pays de maintenir une agriculture capable de remplir sa fonction première, celle de garantir à la population une alimentation de proximité respectueuse de la santé et de l'environnement, et susceptible aussi, pour le reste, de commercer librement sur le marché mondial, sans l'aide de subventions à l'exportation qui sont fatales aux pays émergents, moins performants et moins argentés.